

**Veille sur la diversité, l'égalité professionnelle
et la lutte contre les discriminations dans les
procédures de gestion des ressources
humaines**

N°125

**diversité
& égalité**

VEILLE SUR LA DIVERSITE, L'EGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES ET LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS DANS LES PROCEDURES DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Vous trouverez ci-dessous un produit de veille mensuel sur la diversité, l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et la lutte contre les discriminations dans les procédures de gestion des ressources humaines, réalisé par le CRDM à la demande de la DRH. Destinée aux agents des réseaux des référents égalité-diversité et handicap, cette veille est également à la disposition de tous.

Ce produit récapitule l'actualité juridique et documentaire relative à ce thème. Les informations sont classées selon les 26 critères de discrimination.

Si un critère ou une thématique ne figure pas dans ce document, cela signifie qu'aucune information ou documentation n'a été publiée sur le sujet dans le mois écoulé. Pour chaque critère ou thématique, les informations sont classées par ordre chronologique décroissant et selon leur typologie (juridique en premier, documentaire ensuite).

Si vous souhaitez recevoir cette veille, n'hésitez pas à nous contacter : dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr

SOMMAIRE

[Zoom sur...](#)

[Discriminations - généralités](#)

[Origine](#)

[Appartenance ou non à une religion déterminée](#)

[Sexe](#)

[Précarité sociale](#)

[Etat de santé](#)

[Handicap](#)

[Identité de genre](#)

[Evènements](#)

Zoom sur...

Meilleurs vœux pour 2026

- **[Emploi : une hausse des discriminations préoccupante sur la dernière décennie, communiqué de presse](#)** du Défenseur des droits, 10/12/2025

La Défenseure des droits et l'Organisation internationale du travail (OIT) dévoilent la 18^e édition de leur [baromètre](#) des discriminations dans l'emploi. Fondée sur les données 2016-2024 de l'institution (Enquête Accès aux droits), cette nouvelle édition dresse un état des lieux actualisé des perceptions et expériences de discrimination à l'embauche et tout au long de la carrière. Les résultats de ce baromètre mettent en lumière une jeunesse surexposée aux discriminations dans l'emploi, et une aggravation de la situation depuis 2016. Que ce soit dans la recherche d'emploi comme dans le déroulement de carrière, les jeunes (18-24 ans) ont 2 fois plus de risque de rapporter une expérience de discrimination que les 45-54 ans. Malgré les politiques publiques d'égalité professionnelle mises en place ces dernières années, l'exposition des femmes aux discriminations progresse. Les personnes perçues comme noires, arabes ou maghrébines ont, dans la recherche d'emploi, un risque 2,8 fois plus élevé de déclarer avoir fait l'objet de discrimination que les personnes perçues comme blanches. Les personnes non hétérosexuelles ont 1,9 fois plus de risque de rapporter l'expérience de discrimination dans la recherche d'emploi, et 1,6 fois plus de risque de les rapporter dans le déroulement de carrière, alors qu'aucune différence n'était observée en 2016. Enfin, les personnes en situation de handicap ont 1,7 fois plus de risque de déclarer avoir fait l'expérience de discriminations, dans la recherche d'emploi comme dans le déroulement de carrière.

Inclusion - Discrimination - généralités

- **Le Conseil d'État enjoint au Premier ministre de prendre le décret d'application fixant la liste des ASA "parentalité"**, Conseil d'État, 10 décembre 2025, [n° 503871](#), dépêche AEF n°742805, 16/12/2025.

Le Conseil d'État donne six mois au Premier ministre, dans une décision du 10 décembre 2025, pour prendre le décret d'application de l'article L. 622-1 du code général de la fonction publique fixant la liste des ASA (autorisations spéciales d'absence) liées à la parentalité et à l'occasion de certains événements familiaux. Un texte attendu de longue date, qui devrait lever les incertitudes qui ont agité ces derniers mois les collectivités territoriales sur cette question.

- **[Proposition de loi visant à favoriser l'égalité des chances pour les jeunes ruraux, n° 2176](#)**, déposée le 02/12 2025 à l'Assemblée nationale

Garantir l'égalité des chances à chaque enfant, quel que soit son lieu de résidence, est une exigence fondamentale de la République. Pourtant, cette promesse demeure aujourd'hui inégalement tenue selon que l'on vive en zone urbaine ou en zone rurale.

Origine

- **Les discriminations liées à l'origine restent un sujet complexe à traiter pour les entreprises françaises (Apec)** dépêche AEF n° 742667, 12/12/2025 [Sur demande à dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr]

Une étude publiée par l'Apec le 12 décembre 2025 montre une "quasi-absence de mesures concernant les discriminations [liées à l'origine] dans les accords d'entreprise de 2015 à 2024". Sur cette période, les entreprises ont priorisé d'autres critères bénéficiant d'objectifs quantifiables comme l'égalité femmes-hommes et le handicap. Sur les discriminations liées à l'origine, "l'engagement vient souvent des dirigeants et nécessite une haute expertise", précise l'étude. Les entreprises très engagées mesurent et tentent de réduire ces discriminations par la gestion du recrutement et des carrières.

Appartenance ou non à une religion déterminée

- **Rapport - Les discriminations fondées sur la religion - Constats et analyses du Défenseur des droits**, 04/12/2025

À travers les réclamations qu'il reçoit, le Défenseur des droits constate des atteintes à la liberté religieuse constitutives de discriminations fondées sur le critère de la religion. Ce rapport rappelle le droit applicable à partir des réclamations reçues par l'institution, des témoignages recueillis sur la plateforme antidiscriminations.fr et les données de l'enquête « Accès aux droits » (EAD).

- **L'État, garant de la liberté religieuse**, Vie publique 03/12/2025

La loi de 1905 dans son article 1er reconnaît la liberté religieuse : "La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public". Sommaire du dossier : 1.les aumôneries-2.les prescriptions religieuses.

- **Laïcité à l'hôpital public : le calot est-il un signe religieux ?** Le quotidien du médecin 19/12/2025. [Sur demande à dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr]

Le calot au bloc opératoire et en réanimation est obligatoire ; le garder sur la tête lorsqu'il n'est pas nécessaire n'est pas autorisé. Cette règle, la direction de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP) y tient. Pour preuve, une infirmière de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière a été radiée de la fonction publique en raison du « port d'une tenue vestimentaire inadaptée, un couvre-chef, et refus réitérés de l'ôter malgré les demandes »

Sexe

- **Publication 2025 des index de l'égalité professionnelle des employeurs publics (données 2024)**, DGAFP, 29/12/2025

La DGAFP a publié, le 29 décembre 2025, les index de l'égalité professionnelle des ministères, d'une centaine d'établissements publics administratifs, de 600 grandes collectivités et, pour la première fois, de plus de 600 établissements de santé et médico-sociaux, au titre de l'année 2024. "La comparaison avec les données transmises lors de la première année de mise en place de l'index met en évidence que les résultats publiés en 2025 au titre de l'année 2024 sont plutôt stables, avec toutefois des évolutions contrastées selon les indicateurs et les employeurs", observe la DGAFP. Comme en 2024, tous les ministères obtiennent une note supérieure à 75/100, évitant ainsi une sanction financière. Aucune analyse globale n'a toutefois été faite des résultats dans la territoriale et dans l'hospitalière.

- **Comment le principe de "travail égal, salaire égal" est appliqué de manière non sexiste en Europe (Eurofound)**, dépêche AEF n° 743415, 05/01/2026 [Sur demande à dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr]

À l'heure de la transposition de la directive européenne relative à la transparence salariale, Eurofound publie, le 15 décembre 2025, un rapport portant sur diverses études de cas sur les outils et approches des branches et entreprises européennes qui illustrent "comment le principe de travail égal à valeur égale est appliqué de manière non sexiste". Sur cette base, les auteurs concluent notamment que si le principe d'égalité salariale est établi et reconnu dans les systèmes de rémunération, il reste parfois mal compris et peu appliqué.

- **Six ans après le Grenelle : une démobilisation inquiétante**, Rapport Fondation des femmes 2025
Six ans après le "Grenelle des violences conjugales", la Fondation des femmes alerte sur la "démobilisation inquiétante" des pouvoirs publics, dans un rapport présenté le 11 décembre 2025. "Inadéquation des moyens", "outils mal pilotés", "budgets de formation" pour les forces de l'ordre "gelés"...

- **Le Parlement a définitivement adopté, lors d'un vote unanimement favorable à l'Assemblée nationale, une loi pour réhabiliter les femmes condamnées pour avortement avant la loi Veil de 1975.** site.egalite-femmes-hommes.gouv.fr 18/12/2025

L'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité, une proposition de loi portée par la sénatrice Laurence Rossignol visant à reconnaître les souffrances physiques et morales subies par les femmes condamnées pour avoir avorté illégalement avant la loi de 1975. Le texte contient par ailleurs la création d'une commission de reconnaissance du préjudice subi par les femmes ayant avorté. Elle sera chargée de contribuer au "recueil" et à la "transmission de la mémoire" des femmes contraintes aux avortements clandestins et de ceux qui les ont aidées.

- **Quand des chercheurs relativisent l'excision au nom de l'antiracisme.** Marianne 02/01/2026 [Sur demande à dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr]

Un article scientifique publié dans une très sérieuse revue britannique en vient à minimiser l'excision au nom du respect des traditions. Appeler l'excision une « mutilation » serait du « sensationnalisme provocateur », « discriminant », « ethnocentré », empreint d'une vision « occidentale ». Bref, raciste. Tout cela « conduit à la diabolisation des migrants ». Dans le viseur : la presse, les ONG et des associations féministes. Les auteurs proposent de remplacer le terme de « mutilation génitale féminine » par celui de « pratiques génitales féminines ». Une expression à la fois plus « neutre » et qui rendrait mieux compte de la « diversité » des actes chirurgicaux selon les communautés, entre la piqûre symbolique, le petit bout de peau prélevé et l'ablation partielle ou totale du clitoris.

Précarité sociale

- **Minima sociaux et prestations de solidarité - Ménages aux revenus modestes et redistribution - Édition 2025**, Panoramas de la DREES, 04/12/2025.

La Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) publie son ouvrage annuel « Minima sociaux et prestations de solidarité ». Cet ouvrage offre un panorama complet des différents dispositifs permettant d'assurer la redistribution en faveur des ménages les plus modestes, mais aussi des conditions de vie et des parcours de ces derniers. L'édition 2025 propose notamment des études sur l'accompagnement, l'insertion, l'emploi et les trajectoires des bénéficiaires de minima sociaux et de la prime d'activité. Elle présente les barèmes en vigueur à ce jour des prestations sociales. Les effets des prestations sociales sur la réduction de la pauvreté y sont aussi analysés.

- **Bénéficiaires du RSA et de l'AA, ce que change la réforme France Travail**, ASH supplément juridique au n°3333 décembre 2025 [Sur demande à dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr]
Sommaire : 1. Les impératifs de la loi sur le plein emploi – 2. Eligibilité à l'AAH : vers un possible recadrage – 3. La conditionnalité aux ressources – 4. Partenariat et renforcement de France Travail – 5. Orientation et accompagnement – 6. Emploi des personnes en situation de handicap – 7. Contrôles, sanctions et recours.
- **Territoires zéro chômeur de longue durée : les défis du travail et de la formation**, Céreq Bref, n° 479, Décembre 2025, 4 p.
L'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée repose sur un pari : adapter l'activité aux publics éloignés de l'emploi, plutôt que l'inverse. Si la priorité a d'abord été donnée à l'accès au travail, la formation apparaît désormais comme essentielle pour stabiliser les parcours et construire de véritables projets professionnels. À partir d'enquêtes de terrain, ce Céreq Bref présente les logiques de formation observées dans ces milieux de travail singuliers, et les différents rapports à la formation qu'entretiennent ces salarié-es, fragilisés-es par des parcours souvent faits de ruptures.
- **Dossier : pauvreté, travail, minima sociaux**, Revue de droit sanitaire et social n° 6, Décembre 2025 (Dalloz)
Début 2025, on recensait 4,25 millions d'allocataires de minima sociaux parmi lesquels figuraient 1,84 million de bénéficiaires du RSA et 1,4 million de bénéficiaires de l'Allocation aux adultes handicapés (AAH) ; en intégrant conjoints et enfants à charge, ces aides couvrent aujourd'hui 6,9 millions de personnes, soit 10 % de la population. Dans le même temps, on dénombrait 9,8 millions de personnes pauvres si l'on fixe le taux de pauvreté à 60 % du niveau de vie médian (5,4 millions en fixant le seuil à 50 %) : étant entendu que si, en proportion de la population, la pauvreté n'a certes pas explosé en France (le pays étant en Europe l'un de ceux qui est parvenu à contenir le mieux - ou le moins mal... - le phénomène), elle n'en a pas moins progressé régulièrement depuis le milieu des années 2000.

Etat de santé

- **Aborder les disparités de genre en France pour promouvoir l'équité en matière de santé des femmes** Santé Publique 2025/1 vol. 37 [Sur CAIRN]
Malgré l'enracinement ferme de l'égalité des genres dans les lois et les valeurs de nos sociétés modernes, des disparités indéniables entre les genres continuent d'exister, notamment dans le domaine de la santé. Les femmes, qui représentent la moitié de l'humanité, sont souvent reléguées à un rôle secondaire en ce qui concerne l'accès aux soins de santé. Il est impératif de reconnaître cette réalité et de s'engager dans des réformes substantielles.

Handicap

- **La prestation de compensation du handicap en manque de pilotage, selon la Cour des comptes**, Club Santé Social, [le rapport de la Cour des Comptes](#), décembre 2025 [Sur demande à dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr]
Un coût croissant pour les départements, de criantes inégalités territoriales, une mauvaise articulation avec les autres aides... Vingt ans après sa création, la prestation de compensation du handicap (PCH) doit faire l'objet d'ajustements significatifs, selon la Cour des comptes.

- **Handicap : un cahier des charges national pour l'emploi accompagné** Média social 19/12/2025
[Sur demande à dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr]
Pris en application de la loi de 2023 pour le plein emploi, un arrêté publié le 18 décembre 2025 diffuse le cahier des charges sur les modalités d'organisation et de mise en œuvre de l'emploi accompagné. Il intervient dans le cadre d'un transfert de gestion à l'État et se substitue aux cahiers des charges régionaux.
- **Handicap : les fauteuils roulants remboursés à 100% par la Sécu** dépêche AFP 01/12/2025 [Sur demande à dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr]
L'Assurance-Maladie prend en charge à partir du lundi 1^{er} décembre 2025 le remboursement à 100% des fauteuils roulants pour les personnes handicapées et âgées en perte d'autonomie, une promesse du président Macron qui veut mettre fin à "des vies empêchées".

Identité de genre

- **Transitions de genre - Etat des lieux et perspectives cliniques**, Bernard Golse, Kevin Hirdjee, édition Erès, 2025 [MS 05 4 TRA]
Loin de défendre une thèse dans une logique binaire - pour ou contre -, ce livre présente une diversité de points de vue argumentés par des cliniciens qui reçoivent des patients préoccupés par des questionnements de genre. Dans un espace de discussion polyphonique, les auteurs soulèvent les principales interrogations des soignants : quel dialogue la psychanalyse et la pensée du genre entretiennent-elles ? Comment se construit l'identité de genre ? Quelle est la demande des patients concernés ? Que peut la psychiatrie pour y répondre ? Quelle importance accorder à la temporalité psychique ? Qu'est-ce que le questionnement de genre doit à l'évolution de notre société ? Face à de telles questions, ils apportent des réponses prudentes et nuancées qui respectent la parole des patients tout en cherchant à l'inscrire dans ce moment si particulier qu'est l'adolescence et ses tourments.

Evènements

- **Talents de France**, Association Française des Managers de la Diversité (AFMD) 05/01/2026
L'AFMD participe à la grande initiative Talents de France, lancée par le ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la Lutte contre les discriminations. Cette initiative ambitieuse vise à promouvoir l'inclusion économique, l'égalité des chances et la révélation des potentiels sur l'ensemble du territoire français, que ce soit dans les quartiers populaires, les zones rurales ou auprès de parcours moins classiques. Face aux discriminations à l'embauche liées au nom, au prénom, à l'origine perçue ou au lieu de résidence, Talents de France cherche à objectiver les pratiques des employeurs et à identifier les freins et leviers d'action pour renforcer l'inclusion dans les politiques RH et RSE. Cette démarche tournée vers l'entreprise valorise les bonnes pratiques de diversité et d'inclusion, en collaboration étroite avec les associations et les territoires. Dans le cadre de cette initiative qui devrait se dérouler jusqu'en juin 2026, l'AFMD a contribué à l'élaboration du questionnaire de la grande enquête nationale menée auprès des entreprises. Nous participerons également aux groupes de travail nationaux et régionaux qui accompagneront le projet jusqu'à la remise des conclusions, ainsi qu'à la publication des résultats d'un testing auprès de près de 4 000 entreprises mesurant les pratiques discriminatoires. Participez au colloque de lancement

Vous pouvez adresser vos demandes de communication d'articles ou de prêts d'ouvrages ou revues :

- Si vous êtes sur le site Duquesne, directement au CRDM : dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr

Horaires d'ouverture du CRDM : du lundi au vendredi de 9h30 à 17h

- Si vous êtes sur un autre site d'administration centrale ou en région, à vos centres de documentation de proximité :
 - [Liste des centres de documentation en administration centrale et en régions](#)

Pour vous abonner à la veille :

- Contactez-nous : dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr



Secrétariat général
Direction des ressources humaines



Secrétariat général
Direction des finances,
des achats et des services